

# Al-Jazeera, phénomène ou leurre ?

*Kamal Kajja\**

La révolution dans les nouvelles technologies de l'information, symbole de la globalisation que connaît la planète, a particulièrement bouleversé la configuration du paysage médiatique au sein du monde arabe. Un paysage qui s'est toujours caractérisé par un conformisme voire une servilité de la majorité des médias envers les régimes qui les contrôlent, directement ou indirectement, en exerçant sur eux une véritable censure. Depuis le début des années 1990, on a assisté à une révolution médiatique au sein du monde arabe et une prolifération de chaînes par satellite, ce nouveau phénomène a modifié profondément l'espace audiovisuel arabe, déclenchant ainsi une rude concurrence sur le marché de l'image. Le nombre de ces chaînes satellitaires arabes n'a fait qu'augmenter<sup>1</sup> et la concurrence entre ces dernières, combinée avec l'irruption de nouvelles technologies de communication et d'information, a provoqué une recomposition de l'espace médiatique arabe.

Ce nouveau phénomène manifeste clairement une imbrication de l'espace national, transnational et mondial dans un monde arabe toujours tiraillé entre plusieurs références identitaires qui englobent panarabisme, panislamisme et d'autres références nationales voire communautaires. C'est dans ce sillage que se situe le lancement de la chaîne Al-Jazeera par le Qatar en 1996, ce qui a fait de ce petit émirat un acteur principal sur le plan médiatique arabe qui a été dominé pendant des années par les Saoudiens. La prise du pouvoir au Qatar en 1995 par Cheikh Hamad ben Khalifa al-Thani au lendemain d'un coup d'État contre son propre père, alors que ce dernier effectuait une tournée en Europe, va bouleverser la donne politique dans la péninsule Arabe.

---

\* Doctorant à l'Institut français de géopolitique, université Paris-VIII.

1. On dénombre actuellement environ deux cents chaînes d'émission arabes.

## Al-Jazeera sous-produit des réformes opérées par le Qatar à partir de 1995

En accédant au trône de cet émirat immensément riche en pétrole et en gaz, avec une population qui ne dépasse pas 900 000 habitants, le nouvel émir du Qatar est devenu le plus jeune chef d'État de la péninsule Arabe. Ayant été formé au Royaume-Uni, à l'académie militaire de Sandhurst, comme la majorité des princes au Moyen-Orient, il s'entoura d'une équipe de jeunes technocrates formés dans les meilleures universités occidentales, réceptive aux idées nouvelles et au débat politique en vigueur en Occident. Appartenant à cette nouvelle génération de gouvernants, l'émir du Qatar va opter dès son accession au pouvoir pour la voie des réformes, en procédant à la privatisation de plusieurs secteurs de l'économie et établissements publics avec un modèle de bonne gouvernance. Ces réformes vont faire de ce petit émirat un des pays parmi les plus riches de la région avec un PNB par habitant qui dépasse largement celui de son puissant voisin saoudien.

Cette ouverture est un refus de se fondre dans le conservatisme qui caractérise les autres pays de la Péninsule et est doublée par une diplomatie agressive en vue de transformer ce petit émirat en un carrefour régional où se côtoient tradition, modernité et ouverture. Le Qatar, qui connaîtra les premières élections pour un conseil municipal en 1999, avec une participation des femmes aussi pour la première fois, constitue une particularité dans la péninsule Arabe<sup>2</sup>. Le Qatar s'est doté également à partir de 2003 d'une Constitution qui a instauré un conseil consultatif *Majlis a-Choura*, dont trente des quarante-cinq membres sont élus au suffrage universel direct alors que les quinze autres sont nommés par l'émir. Cependant, malgré ces réformes, le Qatar est loin d'être une démocratie, les partis politiques ainsi que les associations et les syndicats sont encore interdits et le Conseil consultatif n'a aucun mot à dire concernant le budget de défense et les dépenses de l'émir.

Avec l'adoption de cette voie de réformes politiques et économiques, le Qatar ne cesse d'irriter son puissant voisin saoudien, mettant ainsi en évidence l'archaïsme du système saoudien forcé à son tour d'inaugurer un cycle de réformes. Les relations entre les deux pays n'ont jamais été faciles malgré leur commune adhérence au wahhabisme. Au lendemain de la deuxième guerre du Golfe (1990-1991), qui a libéré l'espace politique de la Péninsule de la domination du grand frère saoudien, plusieurs incidents frontaliers éclatèrent entre les armées des deux pays à propos

2. Les femmes au Qatar, contrairement à l'Arabie saoudite, ont acquis le droit de vote et sont autorisées à conduire personnellement leurs voitures. La situation de la femme s'est considérablement améliorée dans l'émirat, sous l'impulsion de l'épouse de l'émir, Cheikha Moza bin Nasser al-Misnad, elles constituent actuellement 40 % de la population active du Qatar.

de la région de Khor al-Odeid, avec plusieurs morts des deux côtés. Ces incidents ont failli se transformer en un conflit ouvert<sup>3</sup>, le Qatar accusa également l'Arabie saoudite de fomenter en 1996 le coup d'État manqué qui visait à ramener le père de l'émir au pouvoir<sup>4</sup>.

Le lancement de la chaîne Al-Jazeera, le 1<sup>er</sup> novembre 1996, par le nouvel émir du Qatar, annonçant, selon plusieurs personnalités saoudiennes, les ambitions démesurées de ce petit émirat dont la superficie ne dépasse pas les 11 437 km<sup>2</sup>, ne fait qu'envenimer les relations entre les deux voisins. Le soutien financier de l'émir du Qatar à cette nouvelle chaîne, dont il est le principal bailleur de fonds, a été doublé d'un soutien politique par la suppression à partir de 1998 du ministère de l'Information, symbole de la censure dans le monde arabe, marquant une consécration de la liberté de la presse qui sera consolidée dans la nouvelle Constitution dont s'est doté le pays.

Cette initiative a servi par la suite à alléger les pressions que subissait le cheikh Hamad ben Khalifa de la part des États arabes ainsi que de son principal allié, à savoir les États-Unis, en vue de le forcer à exiger une modification de la ligne éditoriale d'Al-Jazeera. Il est intéressant de noter que la création de cette chaîne s'est située dans une logique libérale et non démocratique, puisque Al-Jazeera se garde de formuler des critiques acerbes contre le pouvoir qatari dont elle dépend énormément. La chaîne n'a jamais réalisé une autosuffisance financière en raison du boycott dont elle a été victime, suite aux pressions exercées par les autorités saoudiennes et d'autres pays arabes sur toute entreprise qui serait tentée de contracter une publicité auprès d'Al-Jazeera.

### **L'impact d'Al-Jazeera sur l'opinion publique arabe**

Cette chaîne va jouir d'une audience sans précédent au sein des masses arabes. Il est à rappeler que ce n'est pas la première fois que l'opinion publique arabe marque un engouement pour un média ; on se souvient de l'impact qu'a eu la station-radio panarabe *Saout al arab* (« La voix des arabes ») sous l'Égypte de Nasser. Connue pour son indépendance et son professionnalisme, Al-Jazeera offre à l'opinion publique arabe une couverture et une qualité d'information qui rompent spectaculairement avec la qualité médiocre des médias nationaux contrôlés par des régimes autocratiques. Pour des millions de téléspectateurs à travers le monde arabe, Al-Jazeera semble offrir un espace de liberté d'expression et une alternative

3. Les deux voisins signèrent en 2002 un nouvel accord frontalier en vue de mettre fin à ces incidents.

4. Ce dernier, après une réconciliation avec son fils, est rentré au Qatar en 2004.

aux chaînes officielles contrôlées par leurs gouvernements respectifs. Ces chaînes, qui véhiculent une rhétorique officielle des élites en place, ont perdu toute crédibilité aux yeux de l'opinion publique arabe, qui leur reproche leur incapacité à apporter une réponse aux problèmes qui secouent leur société.

Ces régimes, sclérosés aux yeux de la « rue arabe » par des années de pouvoir, sont devenus incapables de mettre en œuvre un véritable projet de société à cause de leur déficience démocratique, leur absence de légitimité populaire et la corruption qui sévit au sein de leurs appareils politiques et administratifs. Les émissions d'Al-Jazeera, qui abordent avec leur franc-parler des sujets politiques et sociaux, voire religieux, considérés comme tabous dans les pays arabes, irritent de plus en plus les dirigeants arabes et plus particulièrement les dirigeants saoudiens. Tout ceci explique pourquoi la majorité des régimes arabes voient d'un mauvais œil le ton critique et défiant de la chaîne envers eux. Lors d'une visite dans les locaux d'Al-Jazeera en octobre 2001, le président égyptien Hosni Moubarak aurait lancé laconiquement : « C'est donc de cette petite boîte d'allumettes que vient tout ce vacarme ! »

Les gouvernements arabes ont par le passé et à maintes reprises porté plainte auprès du gouvernement qatari, suite à la diffusion des interviews accordées par des opposants aux régimes arabes, allant de militants islamistes jusqu'aux libéraux. Plusieurs États ont bloqué les activités des correspondants de la chaîne ou ont parfois même fermé les bureaux d'Al-Jazeera dans leurs pays respectifs<sup>5</sup>, cependant ils n'ont jamais réussi à bloquer l'accès à la chaîne. Cette impossibilité matérielle est due à la révolution qu'ont provoquée les nouvelles technologies de l'information et l'arrivée d'Internet.

Al-Jazeera a donc réussi à s'imposer comme la première chaîne d'information dans le monde arabe. Elle compte en moyenne entre 35 et 50 millions téléspectateurs par jour, même si les chiffres sont difficiles à vérifier vu l'opacité et la discrétion inhérentes à la société arabe. L'absence d'organismes indépendants capables de fournir des données fiables et le black-out qui entoure les données démographiques ou celles concernant l'éducation et la santé dans le monde arabe n'aident pas à comprendre ce phénomène.

Son franc succès au sein des pays arabes a poussé Al-Jazeera à se développer rapidement en lançant son site Internet à partir de 2001 et des chaînes spécialisées comme Al-Jazeera a-Riyadiya (sportive) en 2003. En 2006, la chaîne a amorcé un tournant décisif, en lançant la version anglaise d'Al-Jazeera dont on estime

5. C'est le cas de l'Arabie saoudite, de l'Iran et de la Syrie qui n'ont pas autorisé Al-Jazeera à ouvrir des bureaux ; d'autres pays arabes comme l'Égypte, la Jordanie, le Koweït, la Libye, la Tunisie, l'Algérie et le Maroc ont à plusieurs reprises bloqué les activités des correspondants de la chaîne ou fermé ses bureaux dans leurs capitales.

entre 10 et 15 millions le nombre quotidien de téléspectateurs à travers le monde. Avec cette version anglaise, Al-Jazeera a cassé le monopole des principales chaînes mondiales telles que CNN et la BBC ; devenant ainsi un vecteur alternatif d'information, elle concurrence dorénavant ces chaînes sur leur propre terrain.

La diffusion des chaînes satellitaires a fait son entrée dans le monde arabe à partir de 1985 par la mise en orbite d'un satellite arabe Arabsat, le principal apport de ce dernier au paysage médiatique dans les pays arabes étant de relayer des quotidiens arabes édités depuis Londres et imprimés dans certains pays arabes comme *a-Sharq al-Awsat* et *al-Hayat* qui étaient sous contrôle saoudien<sup>6</sup>. La révolution dans l'information créée par CNN lors de la guerre du Golfe 1990-1991 a obligé les chaînes arabes à se transformer et s'adapter à la nouvelle donne. On assista à une rude concurrence et une course effrénée qui a donné naissance à une pléthore de chaînes arabes transnationales dans le cadre de cette globalisation que connaissait l'espace médiatique mondial.

C'est à cette période que se situe le lancement de la MBC, Middle East Broadcasting Center, en 1991 par Cheikh Walid al-Ibrahim, beau-frère du roi Fahd, d'ANN par le frère de l'ancien président syrien Hafez al-Assad et de Future TV par l'ancien Premier ministre libanais Rafik al-Hariri. Même si ces chaînes émettaient de l'étranger (de Londres, Rome ou Monaco), elles restaient cependant contrôlées par les régimes arabes afin d'éviter toute controverse et tout débat touchant à la politique ou à la religion, véhiculant ainsi l'image d'un monde arabe stable alors que la « rue arabe » était en plein bouillonnement à cause de la guerre du Golfe et de l'impact du problème israélo-arabe sur la conscience collective arabe.

Al-Jazeera a été lancée ironiquement alors que les propriétaires saoudiens d'une autre chaîne arabe, Orbit<sup>7</sup>, mettaient fin à la coopération entre leur chaîne et la BBC pour le lancement d'un programme en langue arabe par cette dernière. La chaîne qatarie a profité de cette aubaine pour recruter un personnel de qualité, issu de l'échec du lancement de ce programme par la BBC. Un personnel composé des deux sexes et qui provient de différents pays arabes<sup>8</sup> et de différentes tendances politiques. Le paysage médiatique arabe d'alors était dominé par les Saoudiens

6. Le journal *A-Sharq al-Awsat* est édité par Saudi Research and Marketing Ltd. dirigé par le prince Salman ben Abdul Aziz, demi-frère du roi Abdallah ; *Al-Hayat*, un quotidien d'origine libanaise, a été racheté en 1990 par le prince Khaled ben Sultan. Ces deux quotidiens basés à Londres ont une ligne éditoriale proaméricaine, alignée sur les positions officielles saoudiennes.

7. Orbit, qui a été lancée en 1994 afin d'exploiter les chaînes de télévision payante, faisait partie du groupe al-Mawarid dont le principal actionnaire est le prince Khaled ben Abdullah ben Abd al-Rahmane al-Saoud, cousin du roi Fahd.

8. Al-Jazeera emploie 1 400 personnes à travers le monde, dont 450 journalistes de différentes nationalités.

selon un modèle libano-saoudien, les Saoudiens apportaient les capitaux et les Libanais leur savoir-faire en matière de technologies de communication.

Ceci explique l'émergence d'empires médiatiques, plus particulièrement saoudiens, qui se sont accaparé plusieurs organes de presse afin de présenter les événements survenant au Moyen-Orient dans un sens favorable au royaume. Le régime saoudien a utilisé par le passé la presse pour jauger l'opinion publique saoudienne sur certains sujets en soulevant la question dans les journaux ou à la télévision comme un ballon d'essai avant de prendre une décision concernant le sujet. Cette pratique du régime saoudien, qui est répandue également dans d'autres pays arabes, a poussé l'opinion publique à mépriser de tels médias, les accusant d'être des instruments du pouvoir qui les contrôle. Le lancement d'Al-Jazeera a cassé ce monopole par la liberté de sa ligne éditoriale et la qualité de ses programmes, ce qui va lui conférer rapidement une légitimité au sein de l'opinion publique arabe et une présence allant des banlieues les plus riches de Dubaï jusqu'aux quartiers les plus pauvres du Caire ou des camps de réfugiés palestiniens.

### **Au lendemain du 11 septembre 2001, Al-Jazeera est devenue une chaîne qui dérange**

Al-Jazeera va devenir encore plus célèbre au lendemain des attentats du 11 septembre 2001, lors de la couverture de l'invasion américaine de l'Afghanistan, devenant ainsi l'une des rares chaînes à disposer de correspondants dans ce pays, ce qui lui a conféré une exclusivité sur les images et les interviews ainsi que sur la diffusion des cassettes vidéo d'Oussama Ben Laden. Le secrétaire d'État américain de l'époque, Colin Powell, s'est plaint auprès de l'émir du Qatar, en tant que principal mécène d'Al-Jazeera, pour qu'il intervienne auprès de la direction de la chaîne afin de modifier sa ligne de couverture des événements jugée trop anti-américaine.

Le bureau de la chaîne où officiait une icône d'Al-Jazeera, le journaliste hispano-syrien Tayssir Allouni, va être bombardé un mois après par les forces américaines sous prétexte qu'il abritait des éléments d'Al-Qaïda. Le journaliste, qui était l'unique correspondant de télévision à Kaboul et l'un des rares journalistes à avoir rencontré Ben Laden au lendemain des attentats du 11 septembre 2001, a irrité l'administration de George W. Bush par ses reportages montrant les dégâts collatéraux dont a été victime la population civile afghane lors des bombardements américains, brisant ainsi le contrôle exclusif des États-Unis sur les images de leurs interventions militaires. En novembre 2005, le *Daily Mirror*, un journal britannique, publia à sa Une une information indiquant que le président Bush aurait voulu bombarder les locaux d'Al-Jazeera à Doha avant d'en être dissuadé par le Premier ministre britannique Tony Blair.

Lors de l'invasion américaine de l'Irak en 2003, Tayssir Allouni couvrira encore une fois les événements depuis Bagdad. Irritées par la couverture médiatique de l'invasion par Al-Jazeera, les forces américaines bombardèrent à nouveau le bureau de la chaîne, provoquant cette fois la mort du journaliste Tarik Ayyoub. Les forces américaines, qui étaient informées du lieu précis des bureaux d'Al-Jazeera à Kaboul et à Bagdad, n'ont effectué jusqu'à nos jours aucune enquête pour déterminer les circonstances de ces bombardements. Allouni sera arrêté en Espagne en septembre 2003 par le juge Garzon, sur un renseignement fourni par la CIA au gouvernement espagnol qui l'accusait d'appartenir à Al-Qaïda.

Il sera disculpé de cette accusation mais sera condamné à sept ans de prison ferme pour collaboration avec un réseau terroriste, une sentence qui a provoqué l'indignation de plusieurs organismes internationaux de presse et une mobilisation des téléspectateurs et de la société civile dans le monde arabe. Un autre journaliste<sup>9</sup> travaillant pour Al-Jazeera fut également arrêté et torturé à la frontière afghano-pakistanaise avant d'être transféré, dans le cadre de la guerre globale américaine contre le terrorisme, vers la prison de Guantanamo, où l'armée américaine avait transféré des centaines de personnes suspectes d'appartenir à Al-Qaïda. Il sera relâché en juillet 2008.

Afin de contrer l'influence d'Al-Jazeera, l'administration américaine, en plus des pressions qu'elle exerce sur l'émir du Qatar pour qu'il oblige la chaîne à changer sa ligne éditoriale, a essayé de mettre en place un programme de propagande qui avait pour but de promouvoir la politique américaine au Moyen-Orient. La chaîne modifia légèrement son discours, sous la pression américaine, mais rien ne changea concernant le fond de ses programmes. Certains hommes politiques et intellectuels n'hésiteront pas à taxer Al-Jazeera de « chaîne de Ben Laden », voire de « terrorisme », d'autres ont appelé l'administration américaine à la boycotter. Le gouvernement américain, dans ses efforts pour endiguer la popularité d'Al-Jazeera, avait empêché un accord qui allait permettre à la chaîne de diffuser ses programmes sur le réseau du câble américain. Cependant celle-ci trouva le moyen de contourner l'interdiction, en signant un accord en 2007 avec le site Internet YouTube (propriété de Google) pour diffuser les vidéos de ses programmes.

Malgré cette stratégie médiatique de la Maison-Blanche, consistant à promouvoir l'image de l'Amérique dans le monde arabo-musulman, celle-ci ne cessera de se dégrader aux yeux de l'opinion publique arabe en raison de l'alignement total de l'administration Bush sur la politique d'Ariel Sharon. Les images montrant la souffrance quotidienne du peuple palestinien, pierre angulaire dans les relations

9. Sami al-Haj est de nationalité soudanaise et a travaillé pour Al-Jazeera comme cameraman.

entre les États-Unis et le monde arabo-musulman, ainsi que celles montrant l'ampleur des pertes civiles et la tactique employée par les soldats américains lors des invasions de l'Afghanistan et de l'Irak, ont choqué l'opinion publique arabe et feront de cette campagne médiatique américaine un fiasco<sup>10</sup>. On notera l'impact des images diffusées par Al-Jazeera et d'autres chaînes d'information concernant la torture dans la prison irakienne d'Abou Ghraib sur l'opinion publique arabo-musulmane.

En réaction à ces signaux d'alarme et cette montée de l'antiaméricanisme, l'administration Bush donna son feu vert à un ambitieux projet médiatique en vue de concurrencer Al-Jazeera et d'améliorer l'image des États-Unis aux yeux de l'opinion publique arabo-musulmane. Ce projet va être inauguré par le lancement de la station radio Sawa et le lancement en 2004 de la Middle East Television Network, connue sous l'acronyme arabe *al-Hourra* (la libre), qui a été la nouvelle chaîne satellitaire américaine pour le monde arabe. Cette chaîne, malgré la diffusion de ses programmes en langue arabe, ne réussira jamais à concurrencer Al-Jazeera vu la grande suspicion de l'opinion publique arabe à son égard, qui l'accuse d'être simplement un instrument de l'impérialisme américain. Plusieurs hauts responsables de l'administration Bush comme Condoleezza Rice, Colin Powell et Donald Rumsfeld, dans le cadre de cette nouvelle stratégie médiatique américaine, ont accordé pour la première fois des interviews à Al-Jazeera.

### **Al-Jazeera est-elle génératrice d'un nouveau panarabisme ?**

Alors qu'elle n'émettait que six heures par jour au lendemain de son lancement, Al-Jazeera est devenue depuis 1999 une chaîne d'information en continu. Des émissions comme *al-Itijah al-Mouakis* (« À contre-sens »), *Akthar min Ra'y* (« Plus d'une opinion »), *a-Ra'y wa Ra'y al-Akhar* (« Opinion contre opinion ») ou *Bila Houdoud* (« Sans frontières ») sont devenues la voix de cette liberté d'expression à laquelle les masses arabes aspiraient. Al-Jazeera n'hésite pas à interviewer des leaders politiques du monde entier, y compris israéliens, et à donner la parole aux opposants politiques des régimes arabes. À travers ses émissions et la liberté de sa ligne éditoriale, Al-Jazeera exprime le désaveu dans l'opinion publique arabe de l'autoritarisme des régimes arabes et de leurs politiques répressives, occupant ainsi une place unique au sein du paysage médiatique arabe.

10. Deux sondages d'opinion réalisés par Gallup et Zogby International, fin janvier-début février 2002 et mars 2002, montrent la hausse de l'antiaméricanisme dans l'opinion publique arabe et particulièrement saoudienne.

Elle exprime également la répugnance de cette opinion publique arabe envers une certaine « culture de la nudité » véhiculée par des chaînes qui servent les intérêts de ces régimes arabes et dont la majorité sont saoudiennes, à l'instar de la chaîne Rotana, dont le propriétaire n'est autre que le prince milliardaire et neveu du roi Abdallah d'Arabie saoudite al-Walid ben Talal. Ces chaînes ont biaisé, aux yeux de l'opinion publique arabe, le paysage médiatique et social arabe en ne reflétant pas sa réalité sociale et politique et en l'abreuvant de clips où l'on voit des filles qui dansent à moitié nues, de films et de séries latino-américaines traduites en langue arabe, ce qui a donné lieu à des prises de position parfois très radicales contre ces chaînes et leurs propriétaires.

Ainsi de la *fatwa* lancée en septembre 2008 par un éminent religieux saoudien et président du Conseil suprême de la magistrature, Cheikh Saleh Luhaydane<sup>11</sup>, légitimant sur le principe le fait de tuer les propriétaires de ces chaînes satellitaires, coupables selon lui de la dépravation des mœurs dans le monde arabo-musulman. Une *fatwa* qui a provoqué un tollé en Arabie saoudite, plusieurs chaînes appartenant à des princes de rang élevé.

Al-Jazeera a réussi à transcender les frontières nationales afin de relancer le débat politique dans le monde arabe, qui souffrait de la censure et d'un verrouillage exercé par les régimes, créant ainsi une nouvelle conscience arabe et le renouveau d'un sentiment nationaliste et d'unité très fort que le monde arabe n'avait pas connu depuis le président Nasser. Après l'échec du panarabisme idéologique et postcolonial, on assiste à l'émergence d'un néopanarabisme *via* les nouvelles technologies de l'information. Al-Jazeera a réussi ainsi à fédérer les masses arabes, y compris celles vivant en Europe et en Amérique, par sa liberté d'expression et la pluralité des opinions émises, mais également grâce à la qualité de ses reportages diffusés en temps réel. On l'a vu à travers la couverture de la seconde Intifada palestinienne, des guerres d'Afghanistan et d'Irak, de la guerre du Liban en 2006 entre le Hezbollah<sup>12</sup> et Israël, et plus particulièrement lors de la guerre de l'armée israélienne sur Gaza à la toute fin de l'année 2008.

La couverture instantanée et en temps réel de cette guerre qui a provoqué 1 350 morts et plus de 5 500 blessés, dont plus de la moitié était des femmes et des enfants, a déclenché une explosion de colère dans le monde arabe et musulman avec des manifestations de solidarité presque quotidiennes dans les différentes villes. Ces manifestations de solidarité se sont répandues non seulement dans les pays arabes mais à travers le monde entier, comme on l'a vu en Grande-Bretagne

11. Cheikh Saleh Luhaydane vient d'être démis de ses fonctions lors du dernier remaniement opéré par le roi Abdallah, remaniement qui a touché l'institution religieuse et judiciaire, ainsi que le secteur de l'éducation.

12. Le Hezbollah dispose de sa propre chaîne d'information Al-Manar et d'un site Internet.

et en France. Scandalisées par le nombre de morts et de blessés causés par les bombardements israéliens<sup>13</sup>, l'ampleur des destructions qui ont frappé la bande de Gaza, ces manifestations de solidarité avec le peuple palestinien qui ont bravé les interdits, diffusées par Al-Jazeera, marquent encore une fois le fossé qui existe entre cette opinion publique arabe et les régimes en place.

Ce conflit et sa couverture médiatique ont été marqués par la prédominance d'Al-Jazeera dans la scène médiatique arabe, voire mondiale, puisqu'elle était la seule chaîne à disposer de correspondants sur place alors que l'armée israélienne a maintenu un vrai *black-out* médiatique sur les opérations. La population arabe a pu assister en direct à cette guerre et découvrir l'étendue des pertes humaines (avec des images parfois très choquantes) et de la destruction des infrastructures, ce qui a provoqué l'exaspération. Al-Jazeera révéla encore une fois la grande polarisation du monde arabe entre régimes « modérés » et le camp du refus, mais également entre l'opinion publique arabe et ces régimes « modérés » qu'elle qualifie de « laquais » et d'« agents de l'impérialisme » en raison de leurs positions durant cette guerre.

La crise palestinienne a souvent cristallisé la frustration et la colère que la « rue arabe » nourrit à l'égard de ses dirigeants et l'offensive israélienne n'a fait que creuser le fossé déjà existant entre les masses arabes et leurs dirigeants. L'opinion publique arabe n'a pas hésité à dénoncer, à travers la multiplication des manifestations, l'hypocrisie de ces régimes qu'elle accuse d'être complices de cette guerre et de l'embargo qui frappe la population palestinienne à Gaza, plus particulièrement l'Égypte<sup>14</sup> qui a bloqué, avec l'aide de l'Arabie saoudite et de la Jordanie, la tenue d'un sommet extraordinaire de la Ligue arabe. Sommet qui devait se tenir à Doha et qui devait prendre position face à ce que cette opinion voyait comme une agression israélienne contre le peuple palestinien. À travers les manifestations, la population arabe dénonça également ce qu'elle voit comme une tentative de réorienter la division entre les régimes arabes selon un axe confessionnel sunnite-chiite. Chose qu'elle refuse puisqu'on a vu des manifestants, dans nombre de pays arabes pourtant sunnites, porter des photos d'Hassan Nassrallah, chef du Hezbollah, et les drapeaux du Hizb (Parti de la libération) en scandant des slogans en faveur de la résistance.

13. Des bombardements caractérisés par l'utilisation par l'armée israélienne d'armes au phosphore blanc et d'une nouvelle arme appelée DIME, *Dense Inert Metal Explosive*, interdite mondialement.

14. Plusieurs manifestations dans les pays arabes se sont déroulées devant les ambassades égyptiennes demandant l'ouverture du point de passage de Rafah fermé par le gouvernement égyptien, y compris durant le déroulement de la guerre. Une fermeture qui a été condamnée par plusieurs partis politique, syndicats, intellectuels... dans le monde arabe.

On assiste ainsi dans les pays arabes à une fragilisation du pouvoir étatique suite à la recomposition du paysage médiatique, entraînant un renouvellement du rapport de force entre ces régimes, leurs sociétés civiles et les forces d'opposition qui représentent les masses populaires. Beaucoup craignent que la floraison des chaînes satellitaires et la révolution médiatique qui l'accompagne, malgré une certaine liberté dont elles disposent à travers une ouverture « démocratique » contrôlée des régimes, raffermissent l'emprise des régimes arabes sur l'opinion publique en transformant ces médias en une arène politique. Ces régimes pourraient être tentés d'encourager les médias à se substituer à l'action politique et occulter ainsi totalement le champ politique qui, lui, restera aux mains d'une oligarchie qui contrôle déjà la société.

En Occident, plusieurs experts ont cru, en s'inspirant du modèle que présente Al-Jazeera et de la libéralisation des médias dans le monde arabe, que ce phénomène préfigurait des changements politiques et sociaux d'une grande envergure en balayant les obstacles traditionnels à la démocratisation du monde arabe.

### **La stratégie des régimes arabes face au phénomène Al-Jazeera**

Al-Jazeera a contraint les régimes arabes à modifier leur stratégie et leur comportement en les obligeant à s'adapter à cette nouvelle réalité. Ces régimes vont adopter une stratégie composée de trois axes : dans un premier temps, ils ont adopté une démarche politique qui visait à faire pression sur le Qatar et son émir pour qu'il intervienne en vue de « modérer » la ligne éditoriale d'Al-Jazeera. La deuxième démarche, plus répressive, a consisté dans le harcèlement voire parfois l'arrestation des journalistes de la chaîne ou la fermeture des bureaux d'Al-Jazeera dans plusieurs États. La troisième démarche a consisté à mettre en place des chaînes inspirées, voire copiées sur le modèle Al-Jazeera, ayant pour objectif clair de lui faire de l'ombre.

Remarquant l'impact de cette chaîne sur une audience arabe en pleine expansion, plusieurs régimes, effrayés par ce phénomène, décidèrent d'accélérer le processus de libéralisation de leur espace médiatique dans le cadre de cette troisième démarche. L'Arabie saoudite, dont les relations avec son protecteur américain étaient en mauvaise posture après les attentats du 11 septembre 2001 (rappelons que quinze des dix-neuf pirates de l'air étaient saoudiens), voyait d'un mauvais œil le rapprochement stratégique spectaculaire des États-Unis avec le Qatar : ce dernier a en effet autorisé le déploiement des troupes américaines dans le cadre de leurs opérations militaires en Afghanistan ; de même, les préparatifs de l'invasion de l'Irak ont été effectués sur l'ultramoderne base d'Al-Udeid qui dispose des pistes de décollage les plus longues de la région.

Cette opinion publique qu'on pourrait qualifier de « transnationale » est devenue l'enjeu principal de stratégies médiatiques opposées. La diplomatie médiatique, initiée par des États ou par des groupes privés alliés au pouvoir, explique en grande partie la volonté de contrer la grande audience dont jouit Al-Jazeera au sein du monde arabe. Les Saoudiens, très exaspérés, décidèrent de contrecarrer la popularité d'Al-Jazeera en lançant leur propre chaîne d'information, Al-Arabiya, à la veille de l'invasion de l'Irak. Cette chaîne appartient au groupe MBC, dont le propriétaire, on l'a dit, n'est autre que le beau-frère du roi Fahd. Avec ce projet, la famille al-Saoud avait Al-Jazeera dans sa ligne de mire, les Saoudiens s'étant rendu compte de la grosse erreur qu'avait été l'abandon du projet d'un service arabe à la BBC, dont avait énormément bénéficié Al-Jazeera. Cependant, malgré les moyens financiers énormes dont elle dispose, Al-Arabiya n'est pas arrivée à effacer la prééminence d'Al-Jazeera en raison des soupçons qui pèsent sur elle et de sa ligne éditoriale jugée, aux yeux de l'opinion publique arabe, proaméricaine et alignée sur les positions officielles saoudiennes.

L'Arabie saoudite est ulcérée par la liberté de ton d'Al-Jazeera et par la diplomatie agressive du Qatar qui est en train de lui ravir sa place en tant qu'acteur principal et traditionnel sur la scène politique régionale. L'utilisation de la chaîne Al-Jazeera en tant qu'instrument diplomatique entre les mains du Qatar a doté ce petit émirat d'une capacité d'influence considérable au sein du monde arabe. Doha a pu, grâce à sa diplomatie subtile, arriver à un accord entre les différents protagonistes de la crise libanaise, ce qui lui a permis de mettre fin à cette crise par l'élection du général Michel Sleiman en tant que président du Liban, un pays qui fut longtemps la chasse gardée de l'Arabie saoudite et de la Syrie. Le Qatar s'efforce également de résoudre la crise soudanaise, en réussissant à réunir les différentes parties autour de la table de négociation pour trouver une solution au problème du Darfour. L'émirat joue un rôle très actif pour tenter de résoudre le différend entre l'OLP et le Hamas pour mettre en place un gouvernement d'union nationale. Lors de la guerre israélienne sur Gaza, le Qatar, malgré la vive opposition et le boycott de l'Égypte, de l'Arabie saoudite et de la Jordanie, est parvenu à réunir à Doha quatorze États arabes à un sommet extraordinaire de la Ligue arabe avec la participation de l'Iran et du Venezuela.

## **Conclusion**

On peut s'interroger sur la raison réelle du lancement d'Al-Jazeera. Sur son financement, puisque certains la soupçonnent d'être financée par Israël et les États-Unis dans une stratégie qui viserait à entretenir la dissension au sein du monde arabe. Sur les relations du Qatar, pays qui héberge Al-Jazeera et la finance, avec les États-Unis et Israël<sup>15</sup>. Sur ses relations avec Al-Qaïda et les milieux

islamistes. Certains pays arabes comme la Syrie accusent la chaîne d'être un instrument du sionisme et des États-Unis, ceux-ci l'accusent d'être antiaméricaine et d'avoir une mauvaise influence sur l'opinion publique arabe, d'autres la considèrent comme un média qui a donné un renouveau au nationalisme arabe. Quoi qu'il en soit, il est indéniable que cette chaîne constitue une révolution dans l'espace politique et médiatique arabe.

### Bibliographie

- AL-ARIS I. (2001), « Course à l'audimat entre télévisions arabes ». *Courrier international*, n° 564, août.
- ALTERMAN J. B. (2005), « The challenge for Al-Jazeera International ». *Transnational Broadcasting Studies*, mai.
- ALTERMAN J. B. (2004), « The information revolution and the Middle East », Rand Corporation Report, *The Future Security Environment in The Middle East : Conflict, Stability, and Political Change*.
- BENNANI-CHRAÏBI M., FILLIEUL O. (2003), *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*, Presses de Sciences Po, Paris.
- COOK S. A. (2004), « A country with no politics », *Weekly Standard*, 22 novembre.
- DAZI-HÉNI F. (2006), *Monarchies et sociétés d'Arabie, le temps des confrontations*, Presses de Sciences Po, Paris.
- EL-OIFI M. (2005), « L'opinion publique arabe : entre logiques étatiques et solidarités transnationales », *Raisons politiques*, Presses de Sciences Po, août-septembre.
- FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES JOURNALISTES (2005), « Médias et informations dans le monde arabe : les nouveaux hérauts de la démocratisation ? »
- GUAAYBESS T. (2005), *Télévisions arabes sur orbite, un système médiatique en mutation*, CNRS Éditions, Paris.
- HURST D. (2000), « Al-Jazeera, une chaîne libre au Proche-Orient, la télévision arabe qui dérange », *Le Monde diplomatique*, août.
- KHURMA M. (2003), « Up Next : Al-Jazeera in English », The Washington Institute for Near East Policy, 7 février.
- LAMLOUM O. (2004), *Al-Jazeera, miroir rebelle et ambigu du monde arabe*. La Découverte, Paris.
- MERMIER F., dir. (2003), *Mondialisation et nouveaux médias dans l'espace arabe*, Maison de l'Orient et de la Méditerranée.
- MILES H. (2006), *Al-Jazira, la chaîne qui défie l'Occident*, Buchet-Chastel, Paris.
- OBERLÉ T. (2001), « Al-Jazira façonne l'opinion arabe », *Le Figaro*, 28 septembre.

---

15. Le Qatar a fermé le bureau de liaison d'Israël à Doha suite au sommet arabe extraordinaire en signe de protestation contre la guerre israélienne sur Gaza.

SALAMÉ G. (2004), *Démocraties sans démocrates*, Fayard, Paris.

VULSER N. (2001), « CNN perd son monopole de l'information mondiale ». *Le Monde*,  
16 octobre.

Les quotidiens en langue arabe : *al-Quds al-Arabi*, *al-Sharq al-Awsat* et *al-Hayat*.